



**COMPTE-RENDU DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINNAIRE DE CONFRONTATIONS EUROPE  
VERS UN PACTE POUR LE GRAND MARCHÉ EUROPEEN**

**18 Novembre 2010**

Par Carole Ulmer

**Abréviations :**

MI= Marché intérieur

SMA= Single Market Act / Communication du 27 octobre sur le marché intérieur

EM= Etats membres

SIG= Services d'intérêt général

**Philippe HERZOG, Président fondateur, Confrontations Europe**

Avec l'Acte unique que nous propose la Commission, nous avons aujourd'hui une opportunité unique de relancer l'Europe, dans un contexte de crise durable, où les périls sont considérables. La rénovation du grand marché européen afin de toucher tous les citoyens et de bâtir une nouvelle croissance est le plus grand projet constructif que l'Union puisse proposer aujourd'hui. Il ne faut pas manquer cette ambition, dont la réussite nécessite un engagement du plus grand nombre... Un esprit de détermination, de compromis, de responsabilité et de courage face à la complexité des enjeux et face aux obstacles est nécessaire. Nous saluons « L'acte pour le marché unique » présenté par Michel Barnier ; j'ai eu le plaisir d'être associé à sa préparation. Je vous propose une lecture dynamique de ce texte, en sollicitant vos avis et vos suggestions. Commentons les trois objectifs de cet acte pour le marché unique :

① **Pour moi le premier objectif est de « mettre les citoyens au cœur du marché unique ».** Vaste programme, aurait dit le Général de Gaulle ! En effet aujourd'hui l'ignorance et l'indifférence règnent. Est-ce grave ? Oui c'est grave, parce que le marché unique, c'est l'espace des échanges entre Européens. Sans échanges marchands et non marchands, pas de vie commune, pas d'Union. Or la réalité est alarmante...

« Mettre au cœur les citoyens » veut dire s'approprier le marché unique, ses facultés de circulation et d'échanges. Il faut donc les informer, en particulier sur leurs droits, souvent méconnus, mais aussi les intéresser et créer de nouvelles conditions pour qu'ils développent effectivement leurs échanges.

Jusqu'à présent les institutions ont surtout parlé aux consommateurs et de value for money. Or les citoyens ne sont pas ces « hommes unidimensionnels » que dénonçait Herbert Marcuse. Ils ne sont pas que des consommateurs, ils portent des sentiments moraux et pas seulement des intérêts, disait Adam Smith. L'Union a oublié de parler « bien public » aux citoyens. Ne cherchez pas ailleurs la source d'indifférence : on n'a jamais désigné le marché unique comme une valeur !! Ce marché n'est pas qu'un outil, c'est aussi une valeur. Faire du marché le premier des biens communs, un bien public, c'était déjà la suggestion de Gunnar Myrdal...

Que nous propose la communication ?

- Elle parle aux jeunes scolaires, aux travailleurs : accès à l'emploi et à la formation tout au long de la vie [la mobilité est un facteur de développement humain] ; reconnaissance des qualifications et des compétences ; anticipation des restructurations avec les partenaires sociaux ; accès des petits entrepreneurs aux marchés... quel changement !
- Elle parle aussi aux usagers des services publics que le Traité de Lisbonne ne considère plus simplement sous l'angle des dérogations à la politique de concurrence, et que la communication présente sous l'angle de leur nécessité pour un développement durable et solidaire.
- Elle parle aux acteurs associatifs à qui elle propose pour la première fois la reconnaissance des diverses formes d'organisation de l'économie sociale à travers l'Europe ;
- Et elle n'oublie pas les consommateurs, pour lesquels elle veut organiser le commerce électronique mais aussi l'accès universel aux services bancaires de base.

En somme, voici une mutation de l'image sociale de l'Europe. Mais soyons clairs. Il s'agit moins d'une logique d'harmonisation des droits sociaux (laissons en paix nos amis britanniques et leurs opt outs), et plutôt d'une logique d' « économie sociale de marché », c'est-à-dire d'un investissement humain, condition sine qua non d'un potentiel de croissance plus élevé. Un principe de solidarité active, cohérent avec l'impératif de compétitivité, ressort de ce texte et il appelle un nouvel équilibre entre libéralisation et action publique. Celle-ci reposera particulièrement sur des coopérations, des partenariats public-privé, des incitations par mutualisation des fonds structurels, afin de réussir les objectifs sociaux de EU 2020, en particulier pour les jeunes, les compétences, et l'inclusion.

② **Le deuxième objectif « une croissance forte, durable et équitable » est central.** Si nous n'y parvenons pas, la paupérisation des populations s'ensuivrait.

La Stratégie de Lisbonne des années 2000 a reposé sur une approche visant à associer politique de concurrence, recherche et développement, soutien aux start-ups. Chacun doit reconnaître aujourd'hui que cette approche, très incomplète, a largement échoué. Le marché unique déçoit par rapport aux attentes portées en lui. En particulier, et les biais court-termistes de la régulation financière n'y sont pas pour rien, alors que l'Europe dispose de beaucoup d'argent (épargnes, liquidités, capitaux), elle a trop peu investi. Il faut donc que EU 2020 repose sur une nouvelle logique du marché intérieur et de moteurs financiers, humains et industriels pour élever le potentiel de croissance. Le mot d'ordre doit être la promotion des investissements immatériels et matériels, humains et productifs, dans une perspective de développement durable.

Bien entendu les politiques du marché ne peuvent à elles seules déclencher ces investissements. Mais le marché doit être construit comme le socle – la plateforme – sur lequel les autres politiques de l'Union pourront se déployer, ce qui exige une grande cohérence entre les unes et les autres, afin que les porteurs de projets d'investissement privés et publics, puissent – enfin – déployer leurs efforts. C'est ainsi que nous pourrions transformer le marché en camp de base dans la mondialisation. Comment l'Acte pour le marché unique propose de structurer le marché dans cet esprit ?

Le diagnostic sous-jacent est que la crise est celle des modèles de croissance – des modes de production et de consommation - pas assez respectueux de la nature et pas assez conscients des besoins des sociétés. Sachant cela, relever le potentiel de croissance exige de construire une

industrie verte, de nouveaux réseaux d'infrastructures, en particulier pour des villes propres et pour une mobilité durable, et de susciter l'innovation dans les petites et moyennes entreprises organisées en groupements -.

- A partir de là, l'Union doit identifier avec précision les domaines d'intérêt commun où il faut booster la création et bâtir de nouvelles industrielles. « Politiques industrielles », cela peut vouloir dire grands programmes (e. g. smart grids), mais il s'agira surtout de partenariats public-privé faisant appel au secteur privé dans une approche bottom up. Pour cela, deux conditions : construire le marché de façon adéquate (e.g : marchés publics, coopérations, partage des coûts) et fournir des incitations financières. Au cœur de cette démarche, j'insiste, le renouveau de l'industrie résultera du développement de projets partagés.
- La promotion de l'innovation est une condition générale d'une nouvelle croissance dans tous les secteurs. Au-delà de l'échec de Lisbonne, une excellente communication de la Commission propose une série de nouveaux dispositifs : européanisation des réseaux Rd en les tournant vers l'innovation, formation des compétences, orienter les financements vers de nouvelles offres de production et de nouveaux marchés, accompagner par le financement le développement des PME, et bien entendu développer les partenariats.
- Actuellement, l'Europe consacre beaucoup d'efforts pour les nouvelles règles de stabilité financière, mais l'Acte pour le marché unique se préoccupe tout autant du financement de l'économie réelle. Avec quel argent susciter les investissements quand les finances publiques sont exsangues ? La nouvelle réponse proposée par le document est celle-ci : par une meilleure utilisation de l'épargne (avec de nouveaux produits) et la mobilisation des investisseurs de long terme (ce qui exige un cadre de régulation spécifique, distinct des règles générales de Bâle III, ainsi qu'un ajustement des normes comptables). Il sera essentiel de créer le lien entre les porteurs de projets et les collectivités publiques, par un grand développement des partenariats public-privé, et de prévoir des incitations (garanties, fiscalité). Tout ceci permettra de sortir enfin du court-termisme des activités de marchés pour aller vers des engagements durables.

Voici donc le cœur de la rénovation, indissociable de deux grandes articulations :

- Un lien nouveau entre construction du marché et réforme du budget et de la politique de cohésion ;
- Une forte cohérence entre le marché intérieur et l'action externe. Ce sujet très difficile mais crucial est loin d'être résolu par la Commission. Difficile parce que les divergences d'intérêts entre les Etats-membres sont violentes. Crucial parce que la compétitivité globale de l'Union est en jeu.

### ③ Enfin, le 3<sup>ème</sup> objectif est d'améliorer le dialogue et la gouvernance du marché unique.

Pour l'instant, cet Acte n'est encore qu'une proposition, dont la confirmation et éventuellement l'amélioration est un enjeu politique. Il faut que le plan d'action soit visible et placé au cœur de l'agenda communautaire. La Commission en tant que collègue a-t-elle déjà pleinement assumé l'effort politique que cela exige ?

- Un engagement clair et sans faille du président de la Commission est sans aucun doute une condition de la réussite.
- L'acte pour le marché unique doit être placé au cœur de l'agenda. Actuellement, plusieurs communications sont sorties en même temps avec nombre de propositions. Cela risque de diluer le message, d'autant que les coordinations sur plusieurs points importants (comme le lien intérieur-extérieur) sont souvent renvoyées à plus tard. Ceci n'est pas très lisible pour les citoyens. Pour bâtir la confiance, il faudrait maintenant dire les priorités et la cohérence.
- L'implication des Etats-membres n'est nullement garantie. Le remarquable travail de Mario Monti, qui a beaucoup œuvré à la conception d'un compromis, n'a pas été assez soutenu. Il faut donc obtenir maintenant l'engagement du Conseil.

Le PE va avoir une grande responsabilité. Il a un gros potentiel et s'est mobilisé tôt (rapport Grech, commission IMCO, approche holistique et souci démocratique). Mais les autres acteurs doivent aussi se mobiliser : les collectivités territoriales, les syndicats, les associations, sans oublier les entreprises.

On peut améliorer ce texte, la consultation peut servir ! Il faut un dialogue public vivant et exigeant, sans pour autant préempter les résultats d'un travail qui commence, mais en ciblant mieux les axes clés. Et il faut préciser la gouvernance. Trois optiques sont envisagées : top down (la Commission « delivers », « explique » et surveille) ; un compromis historique, approfondir le marché avec des contreparties sociales et publiques ; un véritable pacte, faisant largement appel à la consultation et aux partenariats tout au long du processus de mise en oeuvre. La première optique serait à elle seule insuffisante donc dangereuse, c'est seulement la combinaison des trois qui permettra d'atteindre les objectifs.

Rien n'est gagné, rien ne se fera sans vous. Transformer le grand marché en un bien commun, c'est vaincre des résistances et des intérêts coalisés qui nourrissent la fragmentation et la désunion. Ceci n'est possible qu'en exposant le deal et les finalités au cœur de l'espace public.

#### **Mario MONTI, Président de l'Université Bocconi, Milan**

Je souhaite de tout cœur rendre hommage à Confrontations Europe, son inspirateur Philippe Herzog et sa présidente, Claude Fischer pour cette institution européenne de débats et de recherches qui apporte, par ces remarques constructives, ces contributions à ce chantier permanent qu'est la construction européenne, cette tâche infinie. Deux personnalités françaises éminentes, au parcours différent, sont au cœur de cette rencontre, Michel Barnier et Philippe Herzog. Mais ils partagent un élément en commun, celui d'être des militants de l'Europe. Dès le premier jour, Michel Barnier et

moi-même avons travaillé sur la même longueur d'onde pour la rénovation du Marché Intérieur. J'ai entre-temps publié mon rapport au mois de mai, résultat de nombreuses consultations.

On me demande souvent ces jours-ci ce que je pense du Single Market Act, à la lumière de mon rapport. Je crois que le commissaire Barnier mérite un grand crédit pour le travail qu'il a accompli. Je me réjouis également que le titre d'un des chapitres de mon rapport a été retenu comme le titre général de la communication : *le marché intérieur pour une économie sociale de marché hautement compétitive*. Tous ces mots sont importants et nous sommes perdus si nous n'oublions qu'un seul d'entre eux. Jouer le marché et le social ensemble est loin d'être un exercice facile. Je souligne l'importance d'une partie en particulier, qui reprend des éléments de mon rapport, et qui fait échos aux inquiétudes des citoyens concernant le Marché intérieur, et qui vise à prendre en considération les attentes des citoyens et les éléments sociaux du Marché intérieur. Ces éléments ont été remarquablement soulignés dans sa communication.

Toutefois, certains éléments suscitent pour moi des interrogations ou, tout de moins, moins d'enthousiasme. Il est difficile pour moi de dire si cela résulte de choix faits par Michel Barnier lui-même ou bien si cela résulte de choix, ou d'absences de choix, fait par la direction stratégique de l'Union. Je vais donc m'en tenir à exposer les points qui me semblent soit insuffisamment développés, soit qui méritent un travail plus approfondi.

Tout d'abord, l'équilibre. A mes yeux, les éléments positifs que le Marché intérieur et la concurrence ont apporté et apportent aux citoyens sont insuffisamment développés. La concurrence est souvent mal considérée, pourtant, elle apporte des gains indéniables à l'Union. Certes elle doit être remise à jour mais nous sommes loin d'avoir un marché intérieur satisfaisant pour l'énergie, pour les services (notamment professionnels) pour le numérique... A bien des égards, non seulement nous n'avons pas de marché unique dans ces domaines, mais nous n'avons souvent même pas de marché décent au niveau national. Rentes et privilèges règnent encore dans bien des domaines, ils empêchent l'efficacité économique et l'équité sociale. Dans mon rapport, j'ai fait des propositions concrètes pour renforcer l'application de la politique de la concurrence. Nous devons mieux expliquer que sans cette dernière, l'Europe serait le royaume des cartels, des abus de positions dominantes, des aides d'états en faveur des champions nationaux... Une de mes propositions que je ne retrouve pas, est d'investiguer le contrôle des fusions pour éviter qu'elles soient le terrain de l'expression de nationalismes économiques des Etats membres qui sont très inventifs pour créer de nouvelles barrières aux acquisitions transfrontalières. En même temps qu'on essaie de faire en sorte de rendre le marché unique plus proche des citoyens, ce qui constitue le cœur de la communication Barnier, nous devons aussi développer de nouveaux outils pour renforcer la mise en œuvre d'une politique de concurrence plus forte et pour construire une économie supranationale en Europe.

Un autre point sur lequel nous devons mettre l'accent au cours des mois de consultation qui viennent, est l'idée que nous devons parvenir à un *deal*. Je suis inquiet à l'idée que les Etats puissent faire leur shopping dans une longue liste de mesures. L'idée originale, qui n'a été que partiellement retenue, est celle d'un *package deal*, où les Etats seraient amenés à accepter non seulement des mesures qu'ils soutiennent, mais aussi certains éléments plus difficiles à avaler pour eux. Ce fut la stratégie employée avec le Tax Package. Le *pick & choose* ne mène nulle part. Les 4 mois doivent être employés à reconstruire plus visiblement un deal.

Un des éléments constitutifs du projet pour rendre plus acceptable le marché unique aux citoyens, à savoir la coordination fiscale, n'est abordé que sous l'angle des simplifications procédurales pour les entreprises. C'est une bonne chose mais il manque une autre dimension. Une certaine coordination fiscale, présentée de manière non agressive, n'est pas une attaque contre la souveraineté des Etats, mais bien un moyen d'aider les Etats membres à garder une certaine souveraineté. Si rien n'est fait pour coordonner, la souveraineté des Etats va être diluée jour après jour dans le marché. De plus, si rien n'est fait et parce que le capital est plus mobile que le travail, il va y avoir une diminution continue et graduelle du taux relatif de taxation du capital par rapport au travail. On clame que les politiques de l'Union sont *job-friendly*, mais ce n'est pas vrai. Je sais que la coordination fiscale attire de nombreuses réserves. Mais le Commissaire Semeta a déjà commencé ce travail délicatement via le Tax Policy Group.

Nous devons à mes yeux renforcer les règles *d'enforcement*. Certains benchmarks doivent être établi par exemple pour la durée de la procédure *d'infringement*. Le Marché Intérieur doit être bien plus politisé, afin qu'il cesse d'être un objet technocratique et non-sexy ; mais la mise en œuvre de celui-ci doit au contraire être moins politisée.

La gouvernance est sans doute la plus grosse faiblesse du SMA. Pourtant, elle constituait un objectif stratégique crucial au sein de mon rapport. Cela se joue probablement au-delà du commissaire Barnier lui-même. Et je pense qu'un engagement personnel du Président de la Commission est nécessaire, sinon, on court le risque de ne pas recueillir l'attention des Etats membres sur cette question. Il n'y a pas d'échos dans la presse sur cette communication. Qui perçoit en Europe qu'il est crucial de relancer le Marché Intérieur ? Personne. Le Président doit s'impliquer. Que dire du paradoxe d'avoir, le même jour ou presque, plusieurs communications, celle de Mme Reding, de Mr Tajani, de Mr de Gucht ? Tous appartiennent au deal sur le Marché unique. Si Mr. Barroso s'implique, c'est Mr Von Rompuy qui sera mobilisé, et c'est tout à fait nécessaire. L'Union doit être louée. Le Parlement doit être réellement consulté. Nous devons parvenir à un deal politique sur ce package. Il me paraît essentiel d'avoir une session complète du Conseil de Printemps sur la relance du Marché intérieur.

### **Lord Leon BRITTAN, conseiller au Commerce extérieur auprès du Premier Ministre, Grande-Bretagne**

Je remercie Michel Barnier pour son travail, difficile et important. Je suis d'accord avec le fait que les bénéfices sociaux du MI devraient être plus mis en avant. La concurrence n'est pas en conflit avec les bénéfices sociaux, les gains pour les consommateurs sont indéniables. Concernant la coopération fiscale, je me bornerais à dire que l'approche séductrice de Mario Monti serait sans doute celle qui aurait le plus de chance d'aboutir parmi toutes, mais cela ne prend pas.

Je voudrais soutenir l'idée que *l'enforcement* devrait être renforcé. Nous avons aujourd'hui la plus grande zone d'échange du monde, avec un libre mouvement de biens, services, capitaux et personnes. Le Marché Intérieur est une grande *success story*! Nous devons maintenant veiller à mieux le faire fonctionner, à pleine capacité. Il pourrait ainsi nous faire augmenter notre PIB de 4%. En ces temps difficiles, nous devons rafraichir, revitaliser et mettre en œuvre pleinement le MI. Avec le SMA, nous avons une opportunité de canaliser nos efforts, nous ne devons pas la manquer.

Le MI est moins populaire que jamais, nous dit Mario Monti. Je ne crois pas que cela soit dû aux dimensions sociale du MI. Pourtant, je ne crois pas que nous devions augmenter la dimension sociale de celui-ci. Il n'a tout simplement pas encore délivré toutes ses promesses. C'est pourquoi notre priorité doit être de faire que le marché opère à pleine capacité. De nombreuses barrières politiques, administratives, législatives, existent encore aujourd'hui, et la responsabilité des Etats membres est forte. Je soutiens les idées d'amélioration de *l'enforcement* et les dialogues informels tels que SOLVIT.

De plus, nous devons compléter le marché dans de nouvelles directions, telles que l'économie numérique. Le commerce électronique transfrontière ne représente que 8% du total du commerce en ligne. Les consommateurs et les firmes ont besoin d'un cadre pour un marché intérieur numérique. De même, nous devons poursuivre nos efforts dans le domaine de l'économie bas-carbone, les PME, et dans les services (notamment professionnels). Ainsi, nous devons soutenir les travaux sur la normalisation de l'économie verte afin que l'Union joue son rôle sur la scène internationale. Il y a ainsi, dans ces domaines, des sources vierges de croissance que nous devons libérer afin d'en tirer tous les bénéfices. Enfin, je voudrais soutenir l'idée d'exempter les PME des nouvelles exigences réglementaires sauf si leur inclusion est prouvée comme nécessaire.

Nous avons une réelle opportunité d'améliorer le fonctionnement du Marché intérieur pour montrer aux citoyens que nous sommes sérieux à propos de la croissance et de l'emploi en Europe. Je soutiens le débat ouvert par Mr Barnier, et j'espère que nous pourrions aboutir à un plan d'actions complet en mars 2011 pour ensuite procéder à la mise en œuvre rapidement.

#### **Othmar KARAS, Député européen, groupe PPE**

Nous, hommes et femmes politiques, médias et leaders d'opinion, sommes responsables de la popularité du Marché Intérieur. Il est vrai qu'il existe un manque d'enthousiasme, mais nous devons nous-mêmes, dans cette salle, faire preuve de plus d'enthousiasme. Le SMA est, à mes yeux, une révolution, il est la seule proposition concrète de la Commission. Ce projet se situe dans la lignée de l'Euro. Nous avons la tâche de développer un marché de 500 millions de citoyens. Il est notre instrument pour la prochaine étape de l'intégration européenne.

Il est positif que nous ayons ce texte, nous devons maintenant rendre le SMA plus fort et plus solide pour s'adapter au futur, en adoptant rapidement des initiatives législatives. Le Parlement Européen et le Groupe PPE soutiennent ce projet massivement, comme l'a montré le rapport Grech.

Le SMA doit être le projet majeur non seulement de Michel Barnier, mais de la Commission dans son ensemble qui doit publiquement soutenir le projet de rénovation du MI. Le Président doit démontrer plus d'engagement. Dans nos échanges quotidiens avec les représentants de gouvernements et des Etats Membres, nous devons expliciter notre volonté de rénover le MI pour favoriser la compétitivité et l'emploi en Europe.

Le MI n'est pas simplement une question économique. Nous avons besoin d'un marché intérieur de l'éducation, d'un marché européen de l'énergie, d'un marché unique de la recherche. Je

m'exprimerai en ce sens au Parlement. Le Groupe PPE va soutenir le SMA, notamment dans ces dimensions les plus fortes. Votre aide nous est cruciale.

**Franco BASSANINI, Président, Cassa Depositi e Prestiti**

Nous avons sous-estimé l'ampleur de la crise et la dynamique des changements globaux. Le rapport Monti a dessiné une esquisse de projet pour remettre l'Union face à ses défis. Nous comprenons, depuis la crise, que l'Union a besoin de réformes structurelles de grande envergure. Je ne suis pas sûr que la communication Barnier soit à la même hauteur même si je sais que la philosophie du rapport Monti est partagée par le commissaire. Il y a des développements remarquables dans certains secteurs (numérique par exemple) mais il y a aussi des silences, comme sur la libéralisation des activités professionnelles libérales. J'attendais un plan d'action politique, législatif et une coordination pour mettre en œuvre cette stratégie. Je pense qu'il y a encore beaucoup de travail à faire. Michel Barnier a besoin d'alliés dans ce travail.

Je reprendrais ainsi certaines faiblesses mentionnées par Mario Monti. Je pense ainsi que l'engagement personnel de Barroso est une pré-condition du succès.

Ensuite je pense que les investissements de long terme sont un point emblématique de la timidité du SMA. Pour sortir de la crise, la reprise de la croissance est nécessaire pour contribuer à la réduction de la dette par rapport au PIB, et la question des investissements de long terme participe ainsi à cette réflexion sur l'assainissement budgétaire. Pour ne pas perdre en compétitivité, nous devons accélérer les investissements dans l'innovation, les infrastructures, l'énergie, l'environnement... Comment ? Il faut créer les conditions pour attirer les capitaux et financements privés et même publics (des pays émergents). Nous devons élargir les domaines dans lesquels la finance de projet et les PPP peuvent être utilisés et concentrer les engagements des finances publiques dans les seuls secteurs où le marché est défaillant. Le SMA nous parle de « mesures supplémentaires » pour les investissements de long terme. Quelles sont les propositions concrètes ? Mario Monti avait ouvert le débat de manière générique sur un cadre plus favorable pour les PPP et les investissements de long terme. Il y a une ouverture sur les *project bonds* mais rien n'est dit sur leur traitement fiscal alors que le projet Obama comprend de nombreuses incitations fiscales pour ce type de *project bonds*. Rien n'est dit vraiment sur les *Eurobonds* ; les résistances sont fortes à cet égard. Mais le Rapport Monti apporte des arguments sérieux en leur faveur, notamment pour les investissements de long terme à fortes externalités positives pour la croissance (transport, énergie, recherche...). Rien n'est dit non plus dans la communication sur les mécanismes de garanties publiques ou quasi-publiques qui peuvent être intéressants s'ils sont construits avec un collatéral bien réel. Rien n'est dit enfin sur les réglementations internationales, européennes et nationales qui favorisent le court-termisme et freinent les investissements à long-terme. Dans le rapport Monti, il est dit qu'il faut améliorer les incitations envers les investisseurs de long terme, publics ou bien privés (fonds de pension, assurances, etc...) afin d'orienter les fonds vers des investissements en infrastructures. Le volume de fonds gérés par des investisseurs de long terme au niveau mondial est estimé à 30 000 milliards d'euros mais une partie très limitée seulement est utilisée pour des projets d'infrastructures. Des expériences existent, comme le fonds Marguerite, un bon point de départ constitué en grande partie de fonds privés.

Nous souhaitons un cadre juridique européen ad hoc pour favoriser les investissements à long terme dans les infrastructures, qui respecte les caractéristiques spécifiques des investissements de long terme et la diversité des acteurs qui sont regroupés sous ce chapeau. La Conférence Eurofi a approuvé un document avec des propositions très précises pour enlever les barrières aux investissements de long terme et construire des incitations pour ces derniers. Les assurances et les fonds de pension hurlent après Solvency II qui, selon eux, les empêcheront dans le futur d'investir dans le long terme. On ne retrouve rien de cela dans le SMA, pourtant la question est essentielle. Les politiques fiscales nationales pourraient être l'objet d'une coordination ouverte afin de lutter contre le court-termisme. Les énergies renouvelables ont été encouragées de cette manière. De même, les institutions européennes devraient user de leur pouvoir de négociation sur les normes comptables internationales.

Enfin, concernant la réglementation Bâle III, je pense que nous pouvons ajouter un protocole additionnel sur les investissements de long terme qui sans modifier le texte de règles de Bâle III pourrait le préciser à l'égard des investisseurs de long terme. De facto, ces règles sont appliquées par les marchés à ces investisseurs; alors qu'ils devraient être exclus.

Je pense que nous devons œuvrer pour renforcer ces points dans le SMA.

#### **Joachim VANNAHME, Bertelsmann Stiftung**

Dans la communication Barnier, je voudrais tout d'abord revenir sur quelques expressions linguistiques qui demandent réflexions. Que veut dire voyager entre les Etats, partager un espace commun... ? Si le marché est unique, nous voyageons non pas à l'étranger mais dans le même espace commun. Les « exportations » allemandes sont en partie des ventes intérieures, au sein de l'Union.

De même, on mentionne pêle-mêle les citoyens, les consommateurs, les PME et donc des employés... Sans doute les consommateurs sont-ils les éléments les plus faciles à traiter. Ils profitent du MI en achetant dans l'Union. Le concept de citoyen est plus complexe, ceux qui profitent de mesures du MI. Cela ne touche vraiment peut-être que 5% des gens. On touche là aux questions d'immigration, de couples européens... Enfin, lorsque l'on mentionne les PME, on touche directement aux employés qui souffrent de la crise et se sentent souvent menacés par le MI. Sur ces trois facettes, des éléments différents doivent venir répondre au « désamour » qu'ils expriment envers le MI. Il est trop facile de glisser d'un mot à l'autre ! Il est sans doute populaire pour les consommateurs, mais beaucoup moins pour les employés.

Je voudrais ensuite soutenir l'idée développée notamment par Mario Monti de fusionner l'ensemble des propositions de la Commission dans un big deal top down entre les Etats. Et cela doit être complété par des mesures bottom-up construites, et je pense par exemple à la promotion des PPP. Il n'est pas si facile de passer du top-down au bottom-up, entre les deux il y a toute une zone grise. Le Traité nous aide en affirmant le principe de promotion d'une économie sociale de marché et avec l'article 3 qui fixe comme tâche principale la solidarité économique, sociale et territoriale de l'Union.

**Louis GRECH, Député européen, Groupe PSE**

Le Marché se cherche une fierté. La *market fatigue* ne vient pas uniquement de la réticence des citoyens et du nationalisme des Etats membres. L'un des goulets d'étranglement est la Commission elle-même. Le manque général d'enthousiasme a fait du Marché Intérieur une question du passé. C'est une erreur ! Nous devons convaincre les citoyens que le MI est bon pour eux. Trop souvent, ils ne voient que des bénéfices pour les grandes entreprises. Les questions de protection sociale et environnementale doivent être mieux traitées.

Le Président de la Commission et le Président du Conseil auraient dû tous deux prendre le leadership de cette initiative de rénovation du MI, afin de réconcilier les visions divergentes, notamment les « Anglo-saxons » et les « tenants de l'économie sociale de marché ». Cela ne se fait pas, il n'y a pas d'enthousiasme pour ce projet. Attention, le MI ne doit pas être pris pour argent comptant, il n'est pas irréversible ! Ne sous-estimons pas les risques de désintégration de l'Union.

A mes yeux, une plus grande dimension devrait être donnée aux articles 9 et 14 du Traité. Nous devons favoriser une approche holistique du Marché Intérieur. Les PME ne croient pas au marché intérieur. La fragmentation commence au niveau de la Commission elle-même, il faut lutter contre cette fragmentation.

**Pascal CANFIN, député européen, Groupe des Verts**

Je vais esquisser ici la grille de lecture de notre groupe politique sur le SMA. Nous essayons de répondre en quoi le SMA apporte une valeur ajoutée à l'Europe aujourd'hui. Est-ce que nous préparons les années 30 de 1930 ou de 2030 ? Nous avons conscience que certaines tendances des années 1930 sont à l'œuvre aujourd'hui (nationalisme, souverainismes économiques, populisme...). Pourtant nous devons essayer de voir en quoi le SMA nous aide à préparer les années 2030 pour avoir une Union plus forte, unie et ferme face aux défis devant elle ?

Le SMA a une grande vertu, celle d'ouvrir le débat politique et nous remercions Michel Barnier d'avoir eu le courage politique de porter ce débat. Nous avons été critiques vis-à-vis de Mr Barroso, ces critiques semblent aujourd'hui plus partagées. Le fait qu'il y ait un débat est une bonne chose pour permettre l'appropriation démocratique. Nous remarquons d'ores et déjà qu'il existe des divergences entre le SMA et le programme de travail de la Commission pour 2011. Ainsi, le travail sur les SIG, prévu en 2011 par le SMA, est tablé pour 2012 dans le programme de la Commission. Le PE sera attentif à ces délais.

Je voudrais ensuite souligner l'importance de l'articulation entre coopération et compétition. On ne peut pas seulement faire l'ode de la concurrence, il faut l'articuler à autre chose. Non à la concurrence sur les règles, oui à la concurrence entre les acteurs. Il faut construire le compromis. Ainsi, la dimension fiscale qui est clé à nos yeux, est présente dans le SMA, mais le programme de travail de la Commission met déjà des limites (opting-in or out de la CCCTB). Il faut renforcer cette dimension fiscale dans le texte: les Etats doivent se mettre d'accord pour que la base fiscale soit répartie selon des critères d'économie réelle. Ensuite, les taux peuvent varier d'un pays à l'autre. Mais on ne peut pas se faire concurrence sur la base fiscale.

De même concernant la dimension externe. Michel Barnier apporte la notion importante de réciprocité. Au sein du groupe des Verts, nous parlons d'accès qualifié au marché : on peut produire partout dans le monde, mais si vous souhaitez vendre au sein de l'Union, vous devez répondre à certaines normes européennes sur lesquelles les Etats membres se sont mis d'accord. On est à mi-chemin entre libre-échange et protectionnisme. Le compromis entre les deux options est possible.

Je dirai enfin un mot sur la fiscalité verte où l'on voit s'affronter deux versions différentes de la taxe carbone (version anglaise qui diminue la taxation sur le CO2 si on harmonise / version française). La question de la fiscalité écologique n'est pas seulement qu'une question verte ; nous n'avons pas de matières premières sur notre sol, nous devons penser notre développement en fonction de cela et je regrette que le SMA ne soit pas aussi ambitieux sur ce point.

\*

### **Questions/Réponses**

- Mr. Content, IAFP : Qu'est-il prévu en matière de participation financière des salariés ? Elle peut être un appoint utile face à certains problèmes, or il n'y a aucune harmonisation des procédures d'un pays l'autre.
- Gérard Hartsink, European Payment Council : Est-ce que la question des paiements transfrontières au sein de l'Union est prise en considération pour rendre la vie plus simple aux citoyens?
- Nicole Coutrelis, avocat : J'ai commencé à travailler dans la période bénie de la fin des années 1980 qui préparait le marché unique. En ce temps, tout était orienté vers la construction du MI de 1992. Aujourd'hui, le SMA n'est pas pris au sommet, le ver est dans le fruit, c'est-à-dire dans la fragmentation de la Commission elle-même. Ainsi, lorsque l'on travaille sur un sujet agroalimentaire, tout est perçu sous l'angle de la protection du consommateur, et de l'origine géographique des ingrédients du produit. Il est sidérant d'en être encore aujourd'hui à de tels débats.
- Maryse Coppet, avocat : Qu'est ce qui est prévu dans le SMA pour rendre réellement contraignantes les règles ? Les procédures sont très longues, et même lorsqu'un Etat est condamné, il s'offre le loisir de ne pas respecter sa condamnation et c'est regrettable.
- Paul Skehan, European Retail Roundtable : Est-ce que le Marché Intérieur a besoin d'être visible pour les citoyens ou bien est-ce que ce qui compte réellement, ce n'est pas simplement qu'il fonctionne? C'est un peu comme le satellite et le GPS de sa voiture, on ne veut pas forcément savoir comment cela fonctionne, on veut juste que ça marche.
- Jean-Pierre Tardieu, E3PO : Qu'est-ce qui est envisagé dans le SMA pour mobiliser l'épargne privée pour les investissements en infrastructures ?

### Questions écrites :

- Est-ce que la brutalité de la politique de la concurrence ne participe pas au fait que les citoyens s'éloignent du marché ?
- Quel avenir pour la politique industrielle ?
- Y a-t-il un plan simple pour inciter les PME à se développer ?
- Quelle place pour les services publics dans la stratégie SMA ?
- Quelle place et quel rôle pour les territoires ?

### **Mario MONTI**

Je voudrais tout d'abord revenir sur la question de la fragmentation et sur le manque de perception de la centralité du Marché Intérieur dans la politique de l'Union. Lors de ma rencontre avec Mr Van Rompuy hier, ce dernier me dit que le rapport sur la gouvernance économique prend en charge le pilier économique de l'Union. Mais ce n'est pas vrai. Le pilier économique de l'Union est composé de deux choses : une structure et une gouvernance. La structure c'est le Marché Unique qui constitue cette Union économique, et en parallèle, il y a la gouvernance des politiques non communautaires sur laquelle sa TaskForce travaille. Il existe donc un grave vide de l'offre politique qui ne prend pas encore le Marché Intérieur au niveau maximum de la gouvernance.

Je voudrais ensuite évoquer la question de la mise en application. Je propose des benchmark pour la durée des procédures. Je pense que nous devons aligner l'efficacité des procédures dans le domaine du Marché Intérieur (procédure à 3 niveaux) sur celles de la concurrence. La procédure pour marché intérieur n'est pas sérieuse ! Si on ouvre le Traité, n'est-il pas encore plus important de donner aux citoyens et aux entreprises un outil pour prendre encore plus au sérieux le Marché unique ?

### **Philippe HERZOG**

Ces prises de parole nous apportent beaucoup. Je voudrais souligner l'importance du concept de *deal* de Mario Monti. Ce deal suppose une stratégie, et pas seulement une liste de choses à faire. Autre observation : la société civile active a des idées à faire remonter. Entre stratégie et idées de terrain, il faut construire des coopérations. Les initiatives en terme de PPP sont un indice de ce besoin de coopération. La société civile a des demandes précises, on le voit dans vos questions. Exemple : nos économies ont besoin d'infrastructures pour les services afin de partager les coûts sur le long terme et construire un camp de base. Par exemple, si le système de paiement ne fonctionne pas au niveau européen, le marché reste fragmenté.

Je voudrais ensuite saluer le fait que l'économie sociale, chère à Michel Barnier, trouve sa place dans le projet, de même que les SIG. Nous devons sortir de l'approche défensive en matière de SIG et nous servir du Traité de Lisbonne en la matière. C'est Mr Barroso qui est directement en charge de la question des SIG. Ils recouvrent des enjeux européens clés pour le futur tels que la santé, la dépendance... Ces sujets doivent prendre de l'importance et être traités avec les administrations locales et régionales.

\*

**Pause**

\*

### **Claude FISCHER, Présidente de Confrontations Europe**

Les débats ont fait ressortir différentes sensibilités, tant nationales que politiques, je vais essayer de restituer les éléments qui m'ont semblé les plus importants.

1. Les intervenants ont salué unanimement le SMA comme une grande ambition, une étape, un levier pour l'Union. Mais cette ambition a besoin d'un engagement beaucoup plus fort de la Commission et notamment de son Président.
2. Othmar Karas a souligné le besoin de créer un enthousiasme autour de cette question. Il faut s'appropriier le débat, mettre le Marché Intérieur au cœur du dialogue social. Faire participer les acteurs à la définition des objectifs est un véritable enjeu démocratique dont il faut se saisir. Le

Marché n'est pas seulement un marché économique pour des producteurs et des consommateurs, il est un espace de vie commune, de mobilité pour des citoyens/consommateurs/travailleurs qui ont des sentiments différents comme l'a dit Mr Vannahme.

3. Le Marché Intérieur doit devenir le socle pour une nouvelle croissance, bataille que nous menons depuis longtemps à Confrontations. La crise et les mutations sont sous-estimées, elles supposent une Union forte et solidaire. Ainsi, des sujets tels que la fiscalité, ont été mis en avant par les intervenants. Mais cette question se heurte à la souveraineté nationale. Pourtant, les attentes sont fortes en la matière, y compris pour construire des incitations pour les investissements de long terme.
4. Au-delà d'une liste de mesures, la Commission a un véritable besoin d'une vision globale, d'une stratégie. Les visions divergent. Lord Brittan a parlé du Marché comme d'une *success story*, Mr Grech a estimé qu'il fallait le repenser. Mr Canfin a évoqué l'idée que je partage, qu'il faut autant de coopération que de concurrence. Que devons-nous faire du Marché ? Il s'agit d'un acte, nous voulons en faire un pacte, un new deal. La législature doit s'emparer de ce défi pour en faire son grand chantier.

#### **Michel BARNIER, Commissaire Européen**

Je voulais tout d'abord dire que je suis très heureux de venir dialoguer ici à Confrontations avec vous aujourd'hui, car ce vaste débat européen, nous l'avons voulu. Je voudrais ensuite rendre justice au Président Barroso qui m'a soutenu depuis le début dans cette initiative. Il me soutient notamment au cours des longs débats que nous avons au sein du collège des commissaires, débats que je trouve tout à fait sains et normaux car nous ne venons pas du même endroit. En pondérant les sensibilités de chacun au sein de ce « premier ministre européen » qu'est le collège, il me semble qu'on touche du doigt ce centre de gravité de l'intérêt général européen. J'ai une conviction très claire de ce qu'est la mission d'un commissaire européen. Nous ne sommes pas simplement les gardiens des traités, nous sommes porteurs d'une stratégie ! Nous sommes des hommes politiques, non des super-technocrates. Nous portons un projet politique à ceux qui doivent décider, la Chambre des Etats et la Chambres des citoyens. Je suis très heureux de saluer les parlementaires présents ce matin, ainsi que Mario Monti pour qui j'ai beaucoup de respect et d'amitié.

Le Marché Intérieur n'est pas seulement une zone de libre-échange, c'est un projet politique. Monnet et Schuman ont réussi ce premier pas vers le marché commun en mutualisant le charbon et l'acier. Ce marché a été une idée économique au service d'une politique : être ensemble pour être en paix et en démocratie. Pour cimenter cette ambition politique, il faut avoir un intérêt à être ensemble. C'est pour cela que j'ai eu envie de travailler sur le Marché Intérieur, et qu'il n'y avait pas de raison d'amputer ce portefeuille. Ce marché est fragile, il n'est pas acquis pour toujours et il faut être attentif aux montées populistes et protectionnistes. La première victime en sera le marché unique. On ne doit pas se complaire dans la défensive ou dans la nostalgie.

Le monde change bien plus rapidement qu'on ne le dit aux citoyens. Il existe de bons changements comme l'avènement de la démocratie dans de nombreux pays, mais notre monde est aussi plus fragile et soumis à de nouvelles menaces. Les pays pauvres paient ainsi deux fois la crise financière. Ma conviction personnelle est qu'un monde plus sûr sera d'abord un monde plus juste. Nous devons

travailler à ce monde plus juste en tant qu'Européens. L'Inde, la Chine, le Brésil... prennent de plus de plus de pouvoirs. L'Inde a bloqué les Etats-Unis dans les négociations de Doha. Voulons-nous être à la table des grands décideurs mondiaux dans 10 ans pour décider avec eux ? Moi je le veux, je refuse d'être une Europe sous influence, une Europe de sous-traitants. Pour être à cette table, il n'y a qu'une seule manière : être ensemble. Pourquoi, en tant que construction économique, politique et sociale est-ce fondamental ? Etre une puissance exige une économie, une monnaie, une politique étrangère et une défense ? Nous n'y sommes pas encore, il est impératif de consolider notre économie commune.

Nous devons travailler au suivi concret du diagnostic réalisé par Mario Monti et Louis Grech. Je souligne l'importance du concept de **deal, de trade-offs**. On poursuit la libéralisation mais on exige en même temps des Etats membres d'aller premier point, vers une **coordination fiscale**, et deuxième point, vers un **espace de vie en commun** et vers un espace social. Ce n'est pas le marché comme objectif, c'est le marché au service de ! De la croissance et du progrès humain...Je l'ai dit dès mon audition le 13 janvier, les marchés financiers doivent être au service de l'économie réelle, et non l'inverse. On est à la moitié du chemin. Il ne s'agit pas d'interdire, mais d'encadrer (même les rémunérations scandaleuses qui ont accentué le système car plus on prenait de risque, plus on était payé).

Comment passer d'une régulation défensive et réactive à une **régulation proactive**? Il ne faut pas uniquement sanctionner et encadrer, il faut aussi inciter et encourager, notamment le financement de long terme et nous y travaillons. Nous avons eu un long débat sur ce qu'est la **compétitivité**. Elle n'est pas qu'une chose de l'économie abstraite, à mes yeux, elle est l'affaire de chaque entreprise, et même de chaque citoyen. Nous travaillons actuellement à des indicateurs de compétitivité. Comment on chiffre cela ? Peut-on prendre en considération des facteurs de compétitivité individuelle, notamment en appréhendant la formation tout au long de la vie ?

Je suis dans une démarche pragmatique, nous prenons le temps du débat, mais il permettra d'éviter de longues discussions plus tard et nous gagnerons du temps ensuite pour la mise en œuvre. Nous avons une **logique de package**. 50 mesures sont proposées, je crois qu'elles sont toutes utiles, certaines sont plus urgentes que d'autres. L'idée est de faire avancer l'ensemble des propositions dans le cadre d'un package, en évitant ainsi par exemple des secondes lectures. Nous travaillons ensemble au sein de la Commission avec du courage et de la détermination. On peut ainsi souligner le travail courageux de Mr Semeta sur la fiscalité. Nous serons prêts en février/mars pour faire nos propositions, et j'espère vivement que la Commission ne sera pas seule, mais que le Conseil s'engagera aussi sur ce projet. Les gouvernements ont leur rôle à jouer pour relever la ligne d'horizon des citoyens et montrer que l'Europe apporte quelque chose. Doit-on uniquement parler aux citoyens de supervision, de mise en œuvre et d'assainissement des finances publiques ? Non, il faut relever cette ligne d'horizon. La relance du SMA a une dimension politique majeure. Le **Conseil Européen** et les chefs de gouvernements doivent saisir cette occasion. **Le SMA est à améliorer, à hiérarchiser, il faut s'en saisir**. Je compte sur l'appui critique et constructif du Parlement et du Conseil. 2011 ET 2012 seront ensuite les années de mise en œuvre pour que ça marche et que l'anniversaire du Marché Unique soit dynamique et non nostalgique.

\*

## Question/Réponses

\*

- Stéphane Desselas, Athenora Consulting: Nous retrouvons avec vous le souffle de 1992 et cela fait du bien ! Comment pouvoir donner une place plus importante à cette promotion de l'économie sociale ?
- Jean-Paul Mingasson, Vidal: Le SMA est présenté comme la base commune d'autres communications de la Commission, ce lien est toutefois assez académique. J'aurais suggéré des synergies plus grandes entre SMA et Industrie afin de donner des perspectives tangibles pour tous : la compétitivité et l'emploi.
- Maryse Coppet, avocat : quel travail allez-vous entreprendre pour renforcer *l'enforcement* et le pouvoir contraignant de la Commission?
- Pascal Canfin, député européen : L'Union est le premier marché du monde, comment pensez-vous valoriser cette puissance sur le marché mondial ? Vous avancez le concept de réciprocité. Quel est donc le lien que vous faites avec la politique extérieure de l'Union ?
- Claire Roumet, Housing Europe : je voulais tout d'abord saluer le changement de ton, très social du SMA ainsi que le changement de méthode. Je partage votre diagnostic d'un besoin pour une société plus juste. Le débat a le mérite d'exister. Nous travaillons pour la promotion des logements sociaux et 19 des 50 mesures du SMA nous touchent directement. Comment allez-vous les prioriser ?
- Philippe Hardouin, CSPH : J'ai le sentiment qu'il y a un décalage dans la compréhension de l'importance de renforcer la propriété intellectuelle pour l'économie européenne. Comment peut-on réduire le décalage entre les positions exprimées au Parlement et celles développées par la Commission pour faire comprendre que la propriété intellectuelle est avant tout la défense de la croissance européenne ?
- Peter Lennon : Est-ce que l'on peut avoir un marché unique sans une monnaie unique ?

### **Michel BARNIER**

Merci pour vos questions ouvertes et franches. Merci à toute l'équipe de Confrontations pour le travail que vous faites depuis des années. Je voulais remercier du fond du cœur Philippe qui a gardé sa liberté de ton et de pensée, mais qui a contribué largement en tant que conseiller à ce travail sur le SMA.

Je tiens particulièrement à la question de l'économie solidaire. Dans la diversité des structures et des statuts, il y a une chance pour tous de contribuer à une nouvelle croissance. Ces entreprises ont fait leur preuve en faisant du profit tout en ayant un souci d'inclusion... Nous allons travailler sur les labels éthiques, sur la fondation européenne, les mutuelles, la corporate governance, les fonds d'investissements solidaires. Si vous avez des remarques sur ces sujets, j'attends vos contributions, c'est le moment. De même, nous cherchons à faire meilleur usage des marchés publics pour favoriser le commerce équitable, la recherche, l'environnement...Les normes comptables seront également un chantier de travail.

Nous pouvons en effet améliorer les liens entre industrie et MI, cette critique est constructive. Mais on ne peut pas tout demander au SMA. Il ne permet pas de tout traiter. Il est la plateforme, le camp de base dit Philippe Herzog. S'il fonctionne mieux, tout ce que l'on mettra dessus aura plus de chance

de fonctionner. Ainsi, avec le brevet européen dans le MI, la stratégie de Mme Geoghegan-Quinn sera plus efficace.

Je vous confirme que nous voulons mener un travail sur les procédures *d'enforcement*. Mais je cherche avant tout à bien manier l'art du contrat et de la contrainte, et pour l'instant, je suis dans l'esprit du contrat en ce qui concerne la directive services. La directive a été transposée, elle n'est sûrement pas appliquée partout, mais chaque semaine je vais dans les pays pour y travailler avec les fonctionnaires des Etats membres. Pour le reste, je serai vigilant sur les procédures d'infractions qui sont en cours. La question de l'appropriation est essentielle à mes yeux. On ne peut pas seulement dire : nous avons raison, vous ne comprenez pas mais nous allons vous expliquer. Et sinon, on vous sanctionne. Il y a d'autres méthodes. Sinon, nous courrons le risque que les citoyens votent non.

Concernant les investissements de long terme, nous allons réfléchir à des véhicules juridiques spécifiques et nous allons travailler à adapter les normes prudentielles, mais le sujet est complexe.

Grâce au SMA, nous pouvons mettre **différents sujets ensemble en perspective aux yeux des citoyens**, et cela me semble très important. Ainsi c'est dans une perspective globale que nous allons travailler sur la propriété intellectuelle. C'est pour cela que nous allons travailler sur la gestion des droits d'auteur, celle des œuvres orphelines, la lutte contre le piratage, la contrefaçon, et le brevet européen. 200 000 emplois sont ainsi détruits par la contrefaçon. Nous allons présenter un plan assez puissant sur la contrefaçon dans quelques semaines.

Dans un marché unique, la logique est d'avoir une monnaie unique, c'est dans l'intérêt de tous. A l'époque, tous les pays avaient accepté le principe de la monnaie unique, en ayant la garantie qu'ils y entreraient quand ils le voudraient, même les Anglais.

Je vous remercie et je reste disponible pour vos remarques.

\*